

Publié le 11 février 2022

Le variant Omicron aura peu d'effets sur la reprise de l'économie française à l'horizon 2022 selon l'Insee et Xerfi

La FedEpl continue de suivre les travaux des institutions publiques et privées éclairant l'état de la conjoncture économique. Cette activité de veille lui permet de mieux appréhender les enjeux à venir relatifs à l'environnement dans lequel évoluent les Sociétés d'économie mixte (Sem), les Sociétés publiques locales (Spl) et les Sociétés d'économie mixte à opération unique (SemOp).



L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié ces derniers jours un nouveau point de conjoncture, tandis que la société Xerfi a publié ses prévisions pour les entreprises en 2022. Les perspectives demeurent favorables pour les entreprises françaises malgré l'apparition du variant Omicron en fin d'année dernière et la persistance de mesures de restrictions sanitaires.

Lire aussi

La Banque de France modère ses prévisions de croissance en 2022 et les relève en 2023

Une économie qui retrouve progressivement son niveau d'activité d'avant-crise

L'année 2021 a été durablement marquée par la reprise de l'activité économique en France. La progression s'est notamment poursuivie au quatrième trimestre, dépassant de 1 % le niveau de la fin 2019. Au total, le produit intérieur brut (PIB) français a rebondi à hauteur de 7 % en 2021, avec un premier semestre entravé par les restrictions sanitaires, suivie d'une vive progression par la suite selon l'Insee. Le quatrième trimestre a pourtant été contrasté dans la zone euro, des disparités se faisant jour entre les différents pays. Mais l'économie française est la seule à avoir dépassé son niveau d'activité du quatrième trimestre 2019, bien que le PIB n'ait pas retrouvé le niveau qu'il aurait atteint s'il avait prolongé sa trajectoire pré-crise.

Le début de l'année 2022 est marqué à la fois par une nouvelle vague épidémique et par une nouvelle hausse des cours du pétrole, dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes. Au premier trimestre 2022, l'activité économique française continuerait de progresser, mais moins que prévu, comme nous l'indique le point de conjoncture de l'Insee.

© 2025 www.lesepl.fr page 1 | 2



La situation sanitaire comme frein à la progression de l'activité

Au tournant de l'année, la situation sanitaire s'est en effet dégradée en raison de l'arrivée du variant Omicron. S'en est suivie une série de mesures d'endiguement mises en place en janvier – jauges, télétravail obligatoire, protocole spécifique, passe vaccinal – qui a conduit à une nouvelle zone de turbulences non sans conséquences sur l'activité économique. Selon l'Insee, le contexte sanitaire pèse notamment sur les dépenses des ménages, dans l'hébergement et la restauration, les services de transport et les loisirs.

Le constat est corroboré par la société d'études Xerfi qui atteste d'une forte empreinte sectorielle. Des activités continuent de pâtir de la situation sanitaire, à l'instar de l'industrie et du bâtiment, qui sont sujets à des difficultés d'approvisionnement et de distribution.

Après avoir atteint en novembre 2021 son plus haut niveau depuis décembre 2020, le climat des affaires dans les services s'est parallèlement dégradé en décembre et janvier (avec un solde de – 9 points entre les opinions positives et les opinions négatives en deux mois). Selon Xerfi, les services les plus touchés sont l'hébergement et la restauration (- 27 points), ainsi que les services à la personne (- 12 points). Les activités immobilières ont en revanche résisté avec une perte d'activité moindre, tandis que les domaines de l'industrie et du bâtiment semblent bénéficier d'une conjoncture favorable. Les difficultés de recrutement sont cependant persistantes. Elles atteignent aujourd'hui 61 % des entreprises manufacturières, 54 % des entreprises de services et 77 % des entreprises du bâtiment.

L'économie française en route pour une croissance plus forte à l'horizon 2022

A l'horizon 2022, le PIB dépassera toutefois son niveau d'avant-pandémie (+ 0,9 %). L'économie française a en effet pu préserver à la fois le revenu des ménages et la situation financière des entreprises, ce qui a permis d'alimenter les deux moteurs de la croissance que sont la consommation et l'investissement. Les services marchands – auxquels appartiennent la majorité des Entreprises publiques locales (EpI) – ont un potentiel de croissance significatif qui contribuerait à la hausse de la croissance globale au deuxième trimestre.

Le domaine de l'hébergement et de la restauration devrait notamment dépasser son volume d'activité d'avant-crise en 2022 en raison d'une demande plus importante, de l'augmentation des déplacements professionnels de l'arrivée des visiteurs étrangers sur le territoire. La consommation progresserait en outre plus nettement au cours du deuxième trimestre dans l'hypothèse d'une amélioration de la situation sanitaire que l'ampleur de la vague Omicron pendant l'hiver, conjuguée à la croissance de la vaccination, permettent d'espérer.

En savoir +

© 2025 www.lesepl.fr page 2 | 2